

Unité bidépartementale Eure-Orne
1 Avenue du Maréchal Foch
27000 Évreux

EVREUX, le 12/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARIANEGROUP SAS

60-62 rue Camille Desmoulins
92130 Issy-les-Moulineaux

Références : UBDEO.ERA.23.10.382.SB
Code AIOT : 0005800366

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/10/2023 dans l'établissement ARIANEGROUP SAS implanté Etablissement de Vernon Forêt de Vernon - BP 806 27207 Vernon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a reçu en date du 5 avril 2023 la révision quinquennale de l'étude de dangers du site d'essais d'ArianeGroup à Vernon. Dans ce cadre, une inspection a été planifiée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARIANEGROUP SAS
- Etablissement de Vernon Forêt de Vernon - BP 806 27207 Vernon
- Code AIOT : 0005800366
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site de Vernon conçoit, développe, produit et teste des systèmes de propulsion à ergols liquides. L'essentiel de son activité concerne la propulsion cryotechnique (à hydrogène et oxygène liquides) pour le lanceur Ariane 6 (moteur Vulcain®2.1 de l'étage principal cryotechnique). Le site d'essais, qui s'étend sur 116 hectares de forêts, comprend trois bancs d'essais moteurs cryotechniques et des bancs d'essais de composants.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- étude de dangers

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avait(en)t été donnée(s)	Autre information
1	Réexamen de l'étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 20/01/2022, article 1.7.2	/	Sans objet
2	Liste des mesures de maîtrise des risques (MMR)	Arrêté Préfectoral du 20/01/2022, article 7.5.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les modifications de l'étude de dangers mise à jour du site d'essais d'ArianeGroup de Vernon nécessitent une mise à jour de l'arrêté préfectoral d'exploiter de l'établissement. Un projet d'arrêté préfectoral est ainsi présenté en annexe 4 du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réexamen de l'étude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2022, article 1.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Réexamen de l'étude de dangers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant et notamment, l'étude des dangers du 17 avril 2017 ainsi qu'à l'étude relative à la tuyauterie d'hydrogène du PF52 du 9 février 2011 complétée les 9 et 14 mars 2011. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.</p> <p>Les études des dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui peut demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.</p> <p>Si aucune modification n'est apportée aux installations, l'étude de dangers est néanmoins actualisée sous la forme d'une notice de réexamen avant le 12 avril 2023 puis tous les cinq ans.</p> <p>L'étude de dangers révisée ou sa notice de réexamen est remise en trois exemplaires papier et une version électronique à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis la notice de réexamen de son étude de dangers le 5 avril 2023. L'avis relatif à l'examen de cette notice figure en annexe 1 du présent rapport. Les conclusions de l'instruction sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Les documents présentés sont recevables sur la forme et sur le fond, -La notice de réexamen de l'étude de dangers ne remet pas en cause les conclusions de l'étude de dangers précédente (acceptabilité du site au regard des critères de la circulaire du 10 mai 2010) et permet de statuer sur une situation acceptable en termes de maîtrise des risques et sur le caractère proportionné de l'étude des dangers au regard des enjeux identifiés.

<p>Concernant l'examen de la notice de réexamen de l'étude de dangers, les installations entrant dans le périmètre de cette étude peuvent être maintenues en exploitation dans le respect du titre 8 de l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2022, modifié. Des ajustements des dispositions de ce chapitre sont proposés dans le projet d'arrêté préfectoral en annexe 4 du présent rapport.</p> <p>L'examen de la notice de réexamen de l'étude de danger est considérée comme finalisée. La prochaine échéance de remise de la notice de réexamen de l'étude de dangers est fixée au 5 avril 2028.</p>
<p>Observations : L'avis relatif à l'examen de la notice de réexamen de l'étude de danger est annexe 1 du présent rapport. Le projet d'arrêté préfectoral est en annexe 4 du présent rapport.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 2 : Liste des mesures de maîtrise des risques (MMR)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2022, article 7.5.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, MMR</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant établit la liste des mesures de maîtrise des risques (MMR) identifiées dans l'étude de dangers et leurs compléments (liste en annexe non publiable). Pour être qualifiées de MMR, les mesures doivent respecter les critères fixés à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29/09/2005. Pour chaque MMR, l'exploitant définit les performances requises par l'étude des dangers et les exigences techniques qui en découlent. La liste des MMR est intégrée dans le Système de Gestion de la Sécurité qui doit garantir le maintien dans le temps de leurs performances. Cette liste, ainsi que tous les éléments permettant de justifier de la performance des MMR, (notamment niveau de confiance, indépendance, respect des critères fixés à l'article 4 de l'arrêté du 29/09/2005 suscitée), sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Toutes les MMR font l'objet d'une vérification et d'une maintenance périodique selon des procédures écrites. Ces opérations sont définies sur la base des recommandations du constructeur des matériels, des normes en vigueur, de l'environnement dans lequel les MMR sont amenées à fonctionner et de l'expérience acquise par l'exploitant à travers les opérations de maintenance et de vérification.</p> <p>Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées et leurs résultats sont exploités pour justifier, lorsque le niveau de confiance des MMR requis l'exige, que les équipements qui les constituent sont de concept « éprouvé par l'usage ».</p> <p>En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une MMR, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.</p>
<p>Constats : L'exploitant a fourni à l'inspection une liste des MMR relatives à son étude de dangers actualisée, ainsi que les fiches MMR associées (document JSFV 159-20 Edition n°10- Liste des MMR).</p> <p>Dans le cadre du réexamen de l'étude de dangers, plusieurs barrières MMR ont été valorisées et de nouvelles fiches MMR ont été créées :</p> <ul style="list-style-type: none"> -La barrière MMR ZH-17 (Contrôle de la perte de vide sur la Kabel Metal en Zone H) était une procédure déjà en place, mais n'était pas valorisée en barrière MMR dans la précédente version de l'étude de dangers, -La barrière MMR ZH-28 (Détection H2 et arrêt du compresseur hydrogène et transfert dans le local compresseur en Zone H) était déjà en place, mais n'était pas valorisée en barrière MMR dans la

précédente version de l'étude de dangers.

- La barrière MMR ZH-38 (Test d'étanchéité des raccordements avant le lancement du dépotage LH2 en Zone H) est une **nouvelle procédure (non présentée à l'inspection)**,
- La barrière MMR PF52-35 (Coupure de débit ligne LH2 Vinci au PF52) a été révisée suite à la demande de l'inspection du 3 août 2022 relative au PhD19,
- La barrière MMR PF52-36 (Isolation de la citerne LH2 du PF52 depuis le PC de la zone K) est un ancien équipement nouvellement valorisé en barrière MMR,
- La barrière MMR PF52-37 (Soupape de sécurité sur capacités gaz HP du PF52) est un ancien équipement nouvellement valorisé en barrière MMR,
- La barrière MMR PF52-38 (Test d'étanchéité des raccordements avant le lancement du dépotage LH2 au PF52) est une **nouvelle procédure**,
- La barrière MMR PF52-39 (Inspection annuelle de la tuyauterie menant à la piscine au PF52) est une **nouvelle procédure**,
- La barrière MMR PF52-40 (Test d'étanchéité des raccordements sur la tuyauterie LH2 TP avant essais TP/GG au PF52) est une **nouvelle procédure**,
- La barrière MMR BCLH2-15 (Inspection après tir au BCLH2) était une procédure déjà en place, mais n'était pas valorisée en barrière MMR dans la précédente version de l'étude de dangers,
- La barrière MMR BCLH2-19 (Inspection au titre de la DESP de la ligne de dépotage au BCLH2) était une procédure déjà en place, mais n'était pas valorisée en barrière MMR dans la précédente version de l'étude de dangers.

Enfin, diverses corrections ont été apportées aux MMR existantes.

L'exploitant dispose ainsi de nouvelles procédures, mais aucun nouvel équipement n'a été mis en place en tant que barrière MMR ou barrière de sécurité.

Observations :

L'exploitant est tenu de fournir dans un délai de 1 mois la nouvelle procédure associée à la barrière MMR ZH-38 puisqu'elle n'a pas pu être présentée à l'inspection.

Ces modifications nécessitent une mise à jour des annexes 3 et 5 de l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2022. En ce sens, un projet d'arrêté préfectoral est proposé en annexe 4 du présent rapport.

L'exploitant est seul responsable de la validité de ses barrières MMR. Celles-ci pourront faire l'objet de contrôles futurs.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet